

Le Socialiste

44e année - Rs 5.00 - No 108566 Lundi 3 Août 2026 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

The last Wednesday Tamassa

Si j'étais réalisateur du cinéma, j'aurais intitulé le triste spectacle de mercredi dernier à Flacq "Dhouk en spectacle". Voilà, pardi, quelqu'un sur son piédestal qui se voit pousser des ailes depuis son château construit sur le sable mouvant. Les enfants de moins de dix ans auraient pris cela comme un film comique tel que Maman, j'ai raté.....de vocation ou encore Mrs Doubtfire sans citer un fameux chef-d'oeuvre de Charlie Chaplin et toute la famille aurait rit un bon coup pour s'amuser avec des blagues.

Il a, pour plaire à son audience, véhiculée en bus et en vans, rappelé qu'avant sa débâcle il avait dit que la pension universelle allait être menacée au cas où il ne reviendrait pas au pouvoir. Qu'est-ce-à-dire ? Qu'il savait pertinemment que la caisse du National Pension Fund (NPF) était à sec par une mauvaise gestion d'où la faillite de ce fonds qui a plongé aujourd'hui tout le système de pension dans une situation chaotique. Pourquoi, diantre, avoir voulu à un moment introduire le ciblage et imposé aux pensionnés de remplir des formulaires sur leurs revenus?

Voir suite en page 4



La Chine soutient Maurice dans ses efforts pour un avenir à faible émission de carbone grâce à la signature d'un accord de don

Page 4



Page 3

Le ministre Bachoo inaugure les services de soins actifs pour les personnes âgées à l'Hôpital Victoria



L'avenir de l'IA et de la politique numérique : le 10e Forum sur la gouvernance de l'Internet et le 3e FGI des PEID ouverts à Maurice

Page 3



Nouveau statut juridique pour renforcer le mandat de sécurité routière de TMRSU

Page 4

FOOTBALL



Manchester City finalise l'arrivée du marocain Ayoub Bonaddi

Page 8



Fulham trouve un accord de principe avec Gonzalo Garcia de Real Madrid

Var

Un nouveau feu attisé par le vent

Ce mardi 28 juillet, un homme de 23 ans a été mis en examen pour une série de départs de feux volontaires dans le Var a annoncé le parquet de Draguignan. L'incendie de Gros Beissillon n'est toujours pas fixé.

Un homme de 23 ans a été mis en examen pour une série de départs de feu volontaire à Brignoles, Cabasse et Vins-sur-Caramy, a annoncé la procureure adjointe du parquet de Draguignan (Var), Laurence Barriquand, ce mardi 28 juillet.

L'homme a été interpellé "à l'issue d'une lourde enquête" pour des faits commis entre le 19 et le 24 juillet. Il a été placé en garde à vue puis présenté à un juge d'instruction. L'homme a été mis en examen pour destruction par incendie de bois, forêts, landes, maquis ou plantations appartenant à autrui, ayant créé un dommage irréversible à l'environnement. Il est placé en détention provisoire.

Cette infraction est un crime, rappelle la procureure adjointe. "Il encourt jusqu'à 15 ans de réclusion et 150.000 euros d'amende."

Laurence Barriquand indique que d'autres enquêtes sont en cours pour d'autres départs de feu. "Le parquet de Draguignan s'attache à mettre en œuvre l'action publique avec rapidité et grande fermeté."

Sur X, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a salué "le travail acharné des enquêteurs de la gendarmerie et de la police pour mettre fin à ces comportements incompréhensibles et inacceptables".

L'homme a été interpellé "à l'issue d'une lourde enquête" pour des faits commis entre le 19 et le 24 juillet. Il a été placé en garde à vue puis présenté à un juge d'instruction. L'homme a été mis en examen pour destruction par incendie de bois, forêts, landes, maquis ou plantations appartenant à autrui, ayant créé un dommage irréversible à l'environnement. Il est placé en détention provisoire.

Cette infraction est un crime, rappelle la procureure adjointe. "Il encourt jusqu'à 15 ans de réclusion et 150.000 euros d'amende."

Laurence Barriquand indique que d'autres enquêtes sont en cours pour d'autres départs de feu. "Le parquet de Draguignan s'attache à mettre en œuvre l'action publique avec rapidité et grande fermeté."

"Optimistes"

Lors de ce point presse, le préfet Simon Babre a indiqué que l'incendie de Gros Bessillon n'est toujours pas fixé. "Nous sommes optimistes, mais raisonnablement, car ce feu nous a plusieurs fois surpris." Des reprises de feu ont notamment été constatées à Barjols et Correns.

"On est dans une voie bien meilleure qu'il y a quelques jours", indique le contrôleur général des opérations, Éric Grohin. "Si on n'a pas de problèmes de reprises de feu, l'incendie pourrait être fixé très rapidement", assure-t-il sans donner de date.

Dans son point de situation de 18h30, la préfecture a annoncé que les habitants évacués à Châteauvert et Barjols peuvent réintégrer leur domicile.

Juillet 2026

Le mois le plus chaud jamais enregistré en France

Depuis la fin du mois de mai, 3 canicules se sont succédé en Bretagne (du 22 au 29 mai, du 21 au 25 juin et du 6 au 12 juillet). Si en ce mois de juillet 2026, les températures extrêmes de juin n'ont pas été observées, la chaleur a été intense et constante sur la majeure partie de la région. Les écarts à la norme sont exceptionnels !

A Rennes, la température maximale la plus basse du mois a été observée le 1er juillet avec 25,1°C. Le seuil de fortes chaleurs (température supérieure ou égale à 30°C) a été dépassé à 16 reprises (chiffre impressionnant quand on sait que sur une année complète ce seuil est atteint 9 fois en moyenne). Le seuil de très forte chaleur (35°C ou plus) a été dépassé 6 fois. A 3 jours de la fin du mois, la maximale moyenne affiche 31,1°C. loin devant juillet 2006 (28,9°C), juillet 1983 (28,2°C) et juillet 2022 (28,1°C). Avec une courte avance ce mois de juillet est bien parti pour devenir le plus chaud de tous les mois depuis 1945, devant août 2003. Ce dernier affichait une minimale moyenne de 16,8°C et une maximale de 29,3°C quand juillet 2026 enregistre à ce jour une minimale de 15,2°C mais une maximale de 31,1°C.

A Nantes, la maximale moyenne d'un mois de juillet est de 25,1°C mais juillet 2026 écrase les statistiques avec une température minimale moyenne de 17,8°C et une maximale de 32,6°C. Le 12 juillet a été la journée la plus chaude, il a fait jusqu'à 39,6°C.

Le seuil des 30°C a été dépassé 19 fois sur les 28 premiers jours de juillet 2026 et les 35°C ou plus à 9 reprises. Juillet 2022, jusqu'alors le mois le plus chaud, affichait une maximale moyenne de 29,3°C qui sera largement dépassée. Tous mois confondus, août 2003 est jusqu'à présent le mois le plus chaud de l'histoire de la station avec une min-

imale moyenne de 17,1°C et une maximale moyenne de 30,1°C. Ce mois de juillet 2026 dépassera largement août 2003.

Plus à l'Ouest, la station de Brest, réputée pour ses étés frais (maximales moyennes approchant tout juste 21°C en juillet et août) a enregistré au cours de ce seul mois de juillet 2026, 7 journées à 30°C ou plus quand la norme annuelle est de 0,8 jour ! Du 1er au 28 juillet la minimale moyenne est de 14,2°C quand la maximale moyenne est de 26,9°C (c'est la moyenne de juillet d'une station comme Dax dans les Landes). Juillet 2026 entrera dans l'histoire et dépassera largement juillet 1983, jusqu'à alors le mois de juillet le plus chaud sur la cité du ponant (minimale de 15,1°C mais maximale de 24,7°C). Juillet 2026 devrait être officiellement le mois le plus chaud jamais observé à Brest, devant août 2022.

Les écarts à la norme mensuelle pour le paramètre température maximale varient entre + 2°C à Ouessant, + 3 à +4°C sur le nord Bretagne et jusqu'à +8°C pour Le Pallet en Loire-Atlantique. On notera qu'à Quimper la température maximale moyenne dépasse de 7,6°C en moyenne la valeur habituelle ; une anomalie aussi inédite que sidérante. Avec une moyenne de 31°C au cours de ce mois de juillet, les stations de Rennes, Ploërmel ou Vannes affichent une température moyenne équivalente à une station comme Aix-en-Provence !

Le mot record raisonne sans cesse au cours de cette année 2026 ! Les anomalies se multiplient tant pour les températures, que pour l'ensoleillement, les sécheresses ou les inondations que l'on a connu au cours de nos deux derniers hivers. Les records sont souvent pulvérisés c'est-à-dire battus avec des amplitudes inédites et ce qui était jadis impensable ou peu probable devient réel.

En vendant des armes à Israël, l'Inde risque de se rendre complice du génocide à Gaza, selon Amnesty International

Dans son dernier rapport publié ce 30 juillet, Amnesty International révèle que l'Inde poursuit ses exportations d'armes vers Israël, ce qui entraîne un risque de complicité de New Delhi dans le drame qui se poursuit dans l'enclave palestinienne depuis trente-quatre mois. À ce jour, plus de 70 000 Palestiniens ont été tués, plus de 172 000 blessés. Depuis l'annonce du « cessez-le-feu » en octobre 2025, Israël a aussi tué plus de 1 100 Gazaouis. Parmi eux, selon l'Unicef, près de 300 mineurs.

« Il est important de documenter les États qui sont les moins connus comme fournisseurs d'armes à Israël, témoigne Aymeric Elluin, responsable du plaidoyer Armes au sein de l'ONG Amnesty International France. Le cas des États-Unis est bien documenté. Beaucoup d'attention est aussi portée sur le sujet en France, même s'il y a une opacité qui reste très forte. Il y a plus d'informations accessibles du côté américain. Un travail a été également fait sur l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc. Beaucoup vont découvrir que l'Inde est aujourd'hui l'un des piliers de l'industrie de défense israélienne. Jusqu'à présent dans la zone d'ombre, l'Inde est aujourd'hui mise en lumière. »

Des données spectaculaires

À la différence des États membres de l'Union européenne, qui ne sont pas forcément transparents non plus mais qui produisent des rapports annuels sur leurs exportations d'armes, l'État indien n'est ainsi pas transparent sur ses ventes d'armes.

Dans l'enquête intitulée « "Made in India": The Supply of Weapons and Ammunition to Israel » (« "Fabriqué en Inde" : la fourniture d'armes et de munitions à Israël »), les chercheurs d'Amnesty ont analysé 2 596 cargaisons d'armes, de munitions, de pièces et de composants expédiées de l'Inde vers Israël entre le 7 octobre 2023 et le 30 novembre 2025. Ils indiquent que des entreprises indiennes publiques et privées ont fourni au moins 390 516 pièces détachées d'armes de petit calibre de type militaire, 564 970 composants d'engins explosifs (tels que des ogives pour drones, des douilles d'obus, etc.) et 298 composants de véhicules militaires à de grandes entreprises israéliennes qui fournissent directement l'armée.

Des chiffres spectaculaires alors que la méthodologie appliquée par l'équipe de recherche a pourtant restreint son champ d'études : elle a systématiquement exclu les données sur les cargaisons pouvant être destinées à un usage civil, ainsi que les armes, pièces et munitions susceptibles d'être utilisées pour des technologies de défense antimissile (qui servent souvent à protéger la population civile des attaques menées sans discrimination). La méthode utilisée par Amnesty, fondée sur des envois classés selon des codes spécifiques du système de classification douanière internationale, est dès lors susceptible de sous-estimer l'ampleur réelle de la contribution de New Delhi à l'armement israélien.

Le rapport montre ainsi que le gouvernement indien a établi un partenariat étroit et rentable avec le secteur de la défense israélien et est devenu un fournisseur important de la chaîne d'approvisionnement qui soutient les opérations militaires d'Israël. Compte tenu des mesures conservatoires prises par la Cour internationale de justice, qui reconnaissent un risque plausible de génocide contre les Palestiniens de Gaza, Amnesty insiste sur le fait que « les autorités indiennes ne peuvent pas affirmer de façon

crédible qu'elles ne savaient pas que, si elles continuaient d'autoriser et de faciliter les transferts d'armes vers Israël, elles risquaient fortement de contribuer à de graves violations du droit international. »

Si l'Inde n'a pas signé le Traité au commerce des armes, elle est cependant liée par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Elle a donc cette obligation de le prévenir. Et parmi les obligations qui doivent se traduire en mesures raisonnables à prendre pour prévenir la réalisation d'un génocide se trouve le fait d'arrêter les transferts d'armes.

Un commerce d'armes dans les deux sens

Début 2024, quand une pluie de bombardements s'abattait sur la bande de Gaza, l'Inde avait déjà été pointée du doigt pour avoir livré une vingtaine de drones de surveillance et de reconnaissance Hermes, fabriqués sur son sol. En juin 2024, Al-Jazeera avait diffusé une vidéo de débris de missile sur lequel on pouvait déchiffrer la mention « Made in India ». Un missile lancé sur un camp de réfugiés palestiniens. De nombreux composants d'origine indienne ont aussi été découverts dans les ruines de Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza : des ogives explosives pour les munitions rôdeuses de type Skystriker.

L'Inde est le troisième exportateur d'armes vers Israël après les États-Unis et l'Allemagne. Mais selon les données de l'ITA, l'administration fiscale israélienne, le géant sud-asiatique a été le deuxième fournisseur d'Israël en matière d'importations liées au secteur militaire pendant la guerre, avec une part d'environ 26 % de la valeur totale déclarée recensée dans une enquête floue d'Al-Jazeera sur les pays qui ont armé Israël durant deux ans. Les États-Unis demeurent sur la même période en première position, représentant plus de 42 %.

Aujourd'hui, pointe Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, « l'Inde fabrique et fournit des armes transférées à Israël par le biais des grandes entreprises fournisseuses qu'elle détient et contrôle. Non seulement elle ne réglemente pas les exportations d'armes vers Israël réalisées par des entreprises privées comme le lui imposent le droit international et les normes internationales, mais en outre elle a renforcé son partenariat de défense avec Israël ».

En novembre dernier, l'Inde et Israël ont signé un memorandum d'entente (MoU) sur la coopération en matière de défense visant à renforcer les liens militaires, industriels et technologiques. Parce que le partenariat militaire se fait dans les deux sens. Israël est ainsi un fournisseur majeur d'armement de l'armée indienne depuis la guerre indo-chinoise de 1962. Mais c'est surtout avec l'arrivée de Modi en 2014 que Tel Aviv s'est imposé comme un partenaire militaire incontournable de New Delhi. Entre 2020 et 2024, l'industrie israélienne de la défense a fourni à l'Inde 13% de son matériel militaire, s'imposant, selon les statistiques de l'Institut international pour la recherche sur la paix de Stockholm, comme son troisième fournisseur d'armements, derrière la Russie et la France. New Delhi est désormais le plus gros importateur d'armes israéliennes (plus de 40%) et des négociations sont en cours pour la fabrication en Inde, dans le cadre des joint-ventures indo-israéliennes, de drones, missiles, radars, navires de combat et armes légères.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Védi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresseliberecocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

L'avenir de l'IA et de la politique numérique : le 10e Forum sur la gouvernance de l'Internet et le 3e FGI des PEID ouverts à Maurice

La 10e édition du Forum de Maurice sur la gouvernance de l'Internet (MIGF) 2026 et le 3e Forum des petits États insulaires en développement sur la gouvernance de l'Internet (SIDS IGF), ont été lancés par le Vice-Président de la République de Maurice, M. Jean Yvan Robert Hungley, à Port-Louis.

Ces deux initiatives sont le fruit d'une collaboration entre le Mouvement Halley et le MIGF. Elles se sont tenues du 31 juillet au 1er août 2026 sur le thème « L'avenir de l'intelligence artificielle pour mobiliser l'engagement politique face aux défis auxquels Maurice et l'Afrique sont confrontés ».

Le ministre de la Technologie de l'Information, de la communication et de l'innovation, M. Avinash Ramtohul; la Coordinatrice résidente des Nations Unies pour Maurice et les Seychelles, Mme Lisa Simrique Singh; et le Secrétaire général du Mouvement Halley et du Forum intergouvernemental de Maurice, M. Mahendranath Busgopaul, étaient également présents à l'occasion.

Dans son discours liminaire, le Vice-Président a souligné que les événements soulignaient l'intention commune des nations insulaires et des pays africains de participer activement à l'élaboration des règles numériques mondiales. Il a souligné que la transformation numérique offre d'importantes promesses pour les PEID, apportant des perspectives uniques sur la résilience, l'adaptation et la coopération.

« En favorisant la coopération plutôt que la concurrence, les forums donnent aux PEID les moyens de transformer leurs vulnérabilités communes en forces collectives et de façonner les réglementations numériques mondiales », a-t-il

Mécanismes mis en place pour faire avancer le programme des droits des personnes handicapées



Le gouvernement progresse dans la mise en œuvre des 73 recommandations formulées par le Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies (CNUDPH) à la suite de l'examen combiné des deuxième et troisième rapports périodiques de Maurice, avec une série de mécanismes institutionnels mis en place pour assurer une action coordonnée.

Un comité interministériel, mis en place en novembre 2026 sous la présidence du ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, a été chargé de superviser, coordonner et suivre la mise en œuvre effective des recommandations.

Ses principales priorités comprennent la formulation d'une stratégie nationale et d'un plan d'action sur le handicap 2026-2030; la recommandation d'amendements constitutionnels; et l'examen de l'adhésion au(x) protocole(s) facultatif(s) à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

Pour renforcer encore la mise en œuvre, un comité directeur a également été créé conformément à l'article 33 de la CNUDPH. En outre, dix sous-comités thématiques, dirigés par les ministères et départements concernés, faciliteront les discussions techniques, coordonneront les actions entre les parties prenantes et suivront les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la Convention.



déclaré. S'exprimant sur le thème des événements, M. Hungley a souligné que l'engagement politique signifiait que la transformation numérique restait une priorité nationale longtemps après la fin des discussions d'aujourd'hui.

« Maurice », a-t-il rassuré, « accélère son engagement à sécuriser et à gouverner son avenir numérique en s'attaquant à la cybersécurité, à la gouvernance de l'intelligence artificielle et à la culture numérique des jeunes ».

Le ministre Ramtohul a salué la contribution du mouvement Halley pour assurer le bien-être des enfants et des familles dans l'environnement Internet. Présentant les réalisations de Maurice en tant que pays leader dans la région en matière de numérisation, le ministre a souligné que le pays avait atteint une couverture Internet à 100% à l'échelle nationale et un taux de pénétration de l'Internet supérieur à 80%, combinés à certains des coûts de connectivité les plus abordables du continent africain.

Il a également indiqué que le ministère s'efforçait de réduire la fracture numérique en fournissant un accès gratuit à Internet aux citoyens les plus vulnérables du pays, en particulier ceux inscrits au Registre social de Maurice (SRM).

En outre, il a ajouté que le ministère étudiait des initiatives visant à remettre à neuf et à remettre en circulation les équipements technologiques en fin de vie dans les familles dans le besoin.

En outre, le ministre a souligné la nécessité urgente de réformes législatives pour garantir un cyberspace sûr, sécurisé et propre pour tous les citoyens. Tout en réaffirmant l'importance de la liberté d'expression, il a averti que ce droit ne doit pas être exercé au détriment d'autrui, mettant en garde les jeunes en particulier de rester attentifs à leur empreinte numérique permanente.

Pour sa part, M. Mahendranath Busgopaul a rappelé que la sécurité des enfants et le bien-être numérique restaient au cœur de la mission du Mouvement Halley. « Dans une société où les jeunes sont parmi les internautes les plus actifs, les protéger de l'exploitation tout en les dotant d'une culture numérique est un impératif moral et national », a-t-il affirmé, rappelant que la protection des données, la vie privée et la confiance étaient les pierres angulaires d'une société numérique résiliente.

Selon lui, alors que Maurice se positionnait comme un hub numérique au sein de la région de l'Océan Indien, s'assurer que les enfants, les entreprises et les citoyens puissent faire confiance aux systèmes qu'ils utilisent était une base pour la croissance économique et la stabilité sociale.

Le ministre Bachoo inaugure les services de soins actifs pour les personnes âgées à l'Hôpital Victoria



Le ministre de la Santé et du Bien-être, M. Anil Bachoo, a inauguré les services de soins intensifs aux personnes âgées à l'hôpital Victoria de Candos.

Ces services sont des unités hospitalières spécialisées qui se consacrent à fournir des soins complets et coordonnés aux patients âgés souffrant de maladies aiguës. Opérant dans une approche multidisciplinaire, les Wards visent à répondre aux besoins complexes des personnes âgées en matière de soins de santé tout en favorisant le rétablissement, l'indépendance et la qualité de vie.

Le ministre de l'Agro-industrie, de la sécurité alimentaire, de l'économie bleue et de la pêche, M. Arvin Boolell; le whip en chef du gouvernement,

Mme Stephanie Anquetil; la ministre adjointe, Mme Anishta Babooram; ainsi que d'autres personnalités étaient également présents à l'occasion.

Dans une déclaration, le ministre Bachoo a souligné que les services ACE font partie du processus de modernisation des services de soins gériatriques dans le but d'offrir de meilleurs services aux personnes âgées. Ces services, a-t-il souligné, seront également étendus aux autres hôpitaux régionaux, à savoir l'hôpital Dr A.G. Jeetoo et l'hôpital Jawaharlal Nehru, afin de veiller à ce que les personnes âgées aient un accès équitable à des soins de santé dignes, spécialisés et centrés sur la personne.

Il a profité de l'occasion pour féliciter

tout le personnel hospitalier pour son travail acharné et son dévouement afin de s'assurer que les patients reçoivent un traitement et des soins adéquats.

Pour sa part, le ministre Boolell a souligné que le gouvernement met en place un système qui répond aux besoins et aux attentes d'une population vieillissante, avec plus de 285 000 personnes âgées de plus de 60 ans. Les services, a-t-il ajouté, fonctionneront selon un modèle pluridisciplinaire, conçu pour répondre efficacement aux conditions médicales complexes affectant les personnes âgées.

Le Dr Boolell a par ailleurs salué l'initiative du ministère de la Santé et du Bien-être visant à garantir que les patients reçoivent des soins de qualité et soient satisfaits des services fournis.

The last Wednesday Tamassa

Malheureusement, il a, hélas, des gens qui ne rougissent jamais de leurs fautes (cote mo ine fauter) et leurs défauts sont pour eux des vertus.

Dans une abondance de paroles inutiles, pourvu que la galerie s'est amusée, ayant eu son lot de "wantan" et de "boulettes", il a égrené "pétrole pe monter, l'essence p monter", "gaz p monter". Il fut un temps où chaque mardi à l'Assemblée nationale, ces mêmes personnes mettaient sur le dos du Covid et la guerre en Ukraine les moments difficiles que traversaient les Mauriciens rongés par une vie pénible. Avec la guerre en Ukraine est venue s'ajouter celle du Moyen-Orient, des pays producteurs du pétrole, des tensions géopolitiques, les chocs énergétiques et une instabilité généralisée. Et prochainement nous subissons, qu'on le veuille ou non, les conséquences d'une Europe en feu, ce qui a, d'ailleurs, fait dire au Président Macron que la présente situation est pire que celle de la Seconde Guerre mondiale. Avec les 40,000 entreprises françaises déjà à genoux, reste à parier à combien s'élèverait la casse pour les importations des produits français qui, déjà se font rare dans nos supermarchés.

Danton disait à l'Assemblée législative française en septembre 1792: "De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !". Ici, les audacieux à bras longs ont fini par faire amasser des millions à leurs proches à travers la Banque de Maurice ou en pillant des compagnies comme Air Mauritius, la STC, le CEB etc de même que d'autres organismes qui se sont retrouvés avec plus de 18 milliards de roupies comme manque à gagner.

Quand un ambassadeur dépense plus de 40 millions de roupies pour la location de sa résidence et plus de 10 millions de roupies pour les réparations de son bureau, on comprendra, alors, mieux la forte passion d'une politique de je-m'en-foutisme. Sans oublier cet autre Excellence qui attendait "que soleil batte lors so nombril" pour se rendre à son bureau.

Car enfin, rien ne peut faire oublier l'implacable vérité à ceux qui ont perdu une partie d'eux-mêmes, qui ont peine au coeur pour avoir subi la persécution sous différente forme sous le règne du MSM à un moment ou à un autre de leur vie. Ils peuvent témoigner d'une chose qu'on ne peut ne pas prendre au sérieux les menaces, même à peine voilées, de cette formation quand elle dit vouloir réclamer des comptes aux fonctionnaires, qui ont préparé le document sur l'état de l'économie du pays, à certains membres de la CID et de la FCC. La répression coule dans leur sang, elle brille dans leur ADN.

"Les hommes trébuchent parfois sur la vérité, mais la plupart se redressent et passent vite leur chemin comme si rien ne leur était arrivé."

—Wiston Churchill

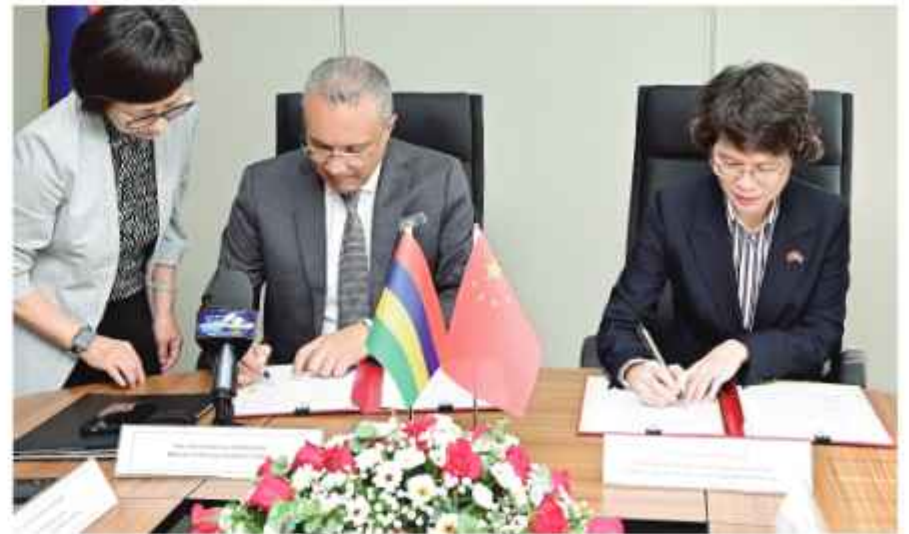
La Chine soutient Maurice dans ses efforts pour un avenir à faible émission de carbone grâce à la signature d'un accord de don

La cérémonie de signature d'un accord de don pour un système de stockage d'énergie par batterie (BESS) de 20 MW entre la République de Maurice et la République populaire de Chine s'est tenue au siège du ministère de l'Énergie et des Services publics, à Port Louis.

Les signataires étaient le ministre de l'Énergie et des Services publics, M. Patrick Gervais Assirvaden, et l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine auprès de la République de Maurice, M. Huang Shifang. Des responsables gouvernementaux ainsi que des chefs d'organisations et d'organismes parapublics relevant du ministère et d'autres personnalités étaient présents à l'événement.

D'entrée de jeu, le ministre de l'Énergie et des Services publics a exprimé sa gratitude au gouvernement de la République populaire de Chine pour le don généreux qui, a-t-il souligné, reflète les excellentes relations bilatérales entre les deux pays. « Ce système de stockage d'énergie par batterie, d'une capacité de 20 MW, représente bien plus qu'une simple pièce d'équipement ; il s'agit d'un investissement stratégique d'environ 1 milliard de roupies qui renforcera la stabilité et la flexibilité de notre réseau électrique », a souligné M. Assirvaden.

Le ministre a expliqué que ce BESS de 20 MW s'ajoutera aux deux autres BESS achetés. Il a affirmé qu'à très court terme, 60 MW de capacité de stockage par batterie seraient ajoutés au réseau électrique national, améliorant ainsi la stabilité du réseau, améliorant la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et offrant au Central Electricity Board (CEB) une plus grande flexibilité opérationnelle pour répondre aux fluctuations de la



demande. Cette initiative jouerait un rôle essentiel dans la gestion de la demande de pointe d'électricité, en particulier entre 18 h et 21 h, lorsque la consommation d'électricité atteindrait ses niveaux les plus élevés pendant la saison estivale, a-t-il déclaré.

Selon M. Assirvaden, le projet a complété les nombreuses initiatives entreprises par le gouvernement pour accélérer la transition énergétique, renforcer la sécurité énergétique et construire un système électrique plus moderne, plus propre et plus résilient. « Il s'inscrit également pleinement dans notre campagne nationale de promotion de l'efficacité énergétique », a-t-il déclaré.

En outre, le ministre a souligné la contribution de la République populaire de Chine à l'assistance fournie à Maurice pour améliorer la performance de son système électrique. Il a fait savoir qu'à la demande du ministère, les autorités chinoises organisaient un séminaire du 29 juillet au 11 août à Chengdu sur l'application et le développement des énergies nouvelles à l'intention d'une quinzaine de participants d'organisations et d'institutions mauriciennes compétentes.

Les objectifs du séminaire sont de

partager les expériences et les connaissances sur les nouvelles politiques énergétiques de la Chine, de présenter aux participants les technologies solaires photovoltaïques et leur développement, d'explorer les technologies émergentes de stockage de l'énergie et de promouvoir le développement durable des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

Pour sa part, l'ambassadrice de Chine a souligné que la signature de l'accord de don constituait une étape importante et posait les bases essentielles de la mise en œuvre ultérieure du projet. Elle a déclaré que la Chine était l'un des principaux pays en matière d'énergie verte et était disposée à partager la technologie, l'expertise et l'expérience pour aider Maurice à réaliser la transition vers un avenir plus vert et plus durable.

Tout en remerciant les différentes parties prenantes et les ministères pour leur soutien à long terme et leurs efforts en faveur de la coopération bilatérale entre la Chine et Maurice, l'ambassadeur de Chine s'est réjoui à la perspective de renforcer encore la collaboration entre les deux pays et de travailler ensemble pour obtenir des résultats plus positifs.

Nouveau statut juridique pour renforcer le mandat de sécurité routière de TMRSU

Le gouvernement renforce son engagement en faveur de routes plus sûres et d'une gestion plus efficace du trafic par des modifications de la loi sur la circulation routière dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026, qui accordera pour la première fois un statut juridique autonome à l'unité de gestion du trafic et de la sécurité routière (TMRSU).

La réforme proposée a été au centre des discussions lors d'une réunion tenue à Port Louis et présidée par le ministre des Transports terrestres, M. Mahomed Osman Cassam Mahomed, avec des ingénieurs et des administrateurs techniques de la TMRSU. Le Directeur de l'Unité, M. Harvindradas Sungker, a également participé à la réunion.

La réunion a porté sur la définition de l'orientation future de l'Unité et l'élaboration de mesures proactives pour renforcer la sécurité routière, améliorer la gestion du trafic et améliorer l'infrastructure routière à Maurice.

Le ministre a souligné que le renforcement du statut juridique de l'Unité représentait une étape institutionnelle majeure et traduisait l'engagement du gouvernement à

mettre en place une approche plus coordonnée et plus efficace de la sécurité routière. Dans le cadre de la réforme annoncée dans le budget 2026-2027, la TMRSU deviendra l'organisme national principal responsable de l'élaboration de politiques, de normes et de lignes directrices en matière de sécurité routière.

Le directeur de l'URMFT, a déclaré le ministre, sera habilité à élaborer des cadres de gestion de la circulation et de sécurité routière, à mener des évaluations techniques, y compris la modélisation de la circulation et des audits de la sécurité routière, à surveiller le respect des normes établies et à maintenir une base de données nationale sur le transport terrestre pour appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes.

L'Unité sera également chargée de délivrer des directives et des autorisations aux principales parties prenantes, y compris l'Autorité de développement routier et les autorités locales, afin d'assurer une plus grande coordination dans la mise en œuvre des mesures de sécurité routière, a-t-il ajouté.

Dans le contexte de ces réformes, le ministre a appelé les

ingénieurs et les administrateurs techniques à s'acquitter de leurs tâches avec diligence et professionnalisme, soulignant que le succès de la réforme dépendra de leur engagement à apporter des améliorations tangibles. Il a exhorté les agents à répondre plus rapidement aux questions relatives au balisage routier, à la signalisation routière et à d'autres problèmes de gestion de la circulation, en leur rappelant qu'il leur incombait de garantir une infrastructure routière plus sûre et plus efficace pour tous les usagers.

M. Sungker a souligné les efforts en cours pour examiner et renforcer le système de sécurité routière et de gestion du trafic par la mise en œuvre de mécanismes de surveillance améliorés, tout en soulignant les principaux projets prioritaires de la TMRSU. Il s'agit notamment du traitement des tronçons routiers dangereux, de la construction de garages d'autobus et d'abribus, de l'installation de tables surélevées et d'autres mesures d'apaisement de la circulation, de l'entretien des marquages routiers et des panneaux de signalisation, de la mise en place de barrières anti-collision, d'accotements rigides et de délimitateurs, ainsi que de l'installation de nouveaux feux de circulation et de caméras de vitesse.

Guerre de l'IA

L'Amérique contre-attaque face à la menace des robots chinois

Les États-Unis ont dit non aux robots étrangers. La décision de l'administration Trump d'ajouter, mardi 28 juillet, à la liste des produits interdits à l'importation les "appareils robotiques avancés" s'inscrit dans la rivalité sino-américaine dans l'intelligence artificielle. Surtout, elle révèle des stratégies très différentes pour prendre l'ascendant dans ce secteur-clé.

La nouvelle interdiction américaine ne vise pas expressément la Chine. Il n'est question que d'appareils produits à l'étranger. Mais personne n'est dupe. En 2025, les fabricants chinois ont livré "plus de 90 % des robots dans le monde", souligne la chaîne CNN. Les groupes chinois Unitree, Agibot, UBTECH et Galbot dominent ce marché naissant devant la marque américaine Figure AI et les Allemands d'Agile Robots, souligne la chaîne américaine.

L'invasion des robots chinois ?

Pékin ne s'y est d'ailleurs pas trompé, dénonçant dès mercredi une mesure qui vise à "salir la réputation des sociétés chinoises". La Chine a menacé de prendre "toutes les mesures nécessaires pour répondre" à cette sanction américaine.

Pour justifier son offensive anti-robots étrangers, Washington a brandi l'argument de la protection de la sécurité nationale. Les "appareils robotiques avancés" chinois seraient-ils déjà prêts à se déverser en armée conquérante sur le territoire américain ?

Les très médiatisées démonstrations de robots "dansants" lors des

célébrations du nouvel an chinois en février 2026 pouvaient certes paraître impressionnantes mais pas agressives.

En réalité, le "risque pour la sécurité nationale" se situe ailleurs pour Washington. Les nouveaux "appareils robotiques avancés" conçus principalement par la Chine ne sont plus les robots d'antan fabriqués pour effectuer des tâches simples comme agiter le bras pour saluer les passants dans une conférence tech du début des années 2000.

Aujourd'hui, il s'agit davantage d'IA "incarnée" ou "incorporée" (embodied AI). C'est-à-dire que des grands modèles de langage comme ChatGPT ou DeepSeek-1 sont logés dans des "corps robotiques". "Ces IA incarnées peuvent apparaître sous forme humanoïde, mais aussi comme des quadrupèdes, des drones ou encore des véhicules autonomes. Ils sont censés pouvoir réagir de manière autonome à différents stimuli tels que le son, le toucher, la parole. Tout dépend de leurs programmes et des capteurs embarqués", expliquent Pavlo Zvenyhorodskyi et Scott Singer, deux spécialistes de l'IA dans un rapport publié par le cercle de réflexion américain Carnegie Endowment for International Peace en novembre 2025.

Ce sont donc des machines beaucoup plus raffinées qui posent d'autres défis sécuritaires. "Avec leurs capteurs, on peut les comparer à des caméras de surveillance mobiles souvent équipées de programmes de reconnaissance faciale. Les États-Unis n'en veulent pas dans des environnements sensibles comme des bureaux gouverne-

mentaux ou des terrains militaires", explique Valentin Weber, spécialiste de la Chine et de son approche des technologies de pointe au Conseil allemand des relations étrangères (DGAP, à Berlin).

Washington aurait pu avoir une approche plus chirurgicale en n'interdisant les importations de robots chinois qu'à certaines conditions. Mais "la tendance à faire de longues listes d'exceptions et de modalités d'importation ne fait pas partie des habitudes américaines. Ils préfèrent simplifier le processus en édictant des interdictions plus générales", affirme Valentin Weber.

Le robot, meilleur ami de l'IA chinoise

Et puis, cette interdiction permet aussi de mettre la pression sur un secteur que le pouvoir chinois a très tôt hissé tout en haut de sa liste des priorités technologiques. La robotique "apparaît déjà comme un secteur clé dans le plan stratégique 'Made in China 2025' élaboré en 2015. Les robots sont également érigés en priorité dans le premier document consacré à l'IA en 2017", énumère Guangyu Qiao-Franco, spécialiste des technologies émergentes en Chine à l'université Radboud de Nimègue (Pays-Bas).

Xi Jinping voulait mettre son économie à l'ère des robots bien avant l'arrivée des ChatGPT. "Il faut comprendre que le président chinois est quelqu'un de très pragmatique lorsqu'il s'agit d'économie", affirme Guangyu Qiao-Franco. Xi Jinping ne veut pas d'IA pour l'IA car "il a été profondément marqué par la crise financière de 2008 qui, selon les autorités chinoises, a démontré les risques de trop dépendre de l'économie virtuelle - comme les services financiers ou les plateformes technologiques. C'est pourquoi Xi Jinping veut que tout soit relié à l'économie réelle et que toutes les technologies aient des applications concrètes", expliquent les auteurs de la note pour le Carnegie Endowment for International Peace.

Dès l'arrivée de ChatGPT en novembre 2022, la Chine s'est mise à faire tourner plus sérieusement sa machine à robots. "À partir de 2023, la Chine lance des initiatives municipales pour favoriser l'émergence de l'industrie de la robotique et des IA "incarnées", souligne Valentin Weber.

Les Américains et les Chinois ont ainsi une vision très différente de la manière de gagner la guerre de l'IA. "Les États-Unis se concentrent davantage sur le développement des modèles de pointe et parient sur la puissance de calcul et les centres de données pour aboutir à des IA toujours plus efficaces", résume Valentin Weber.

De l'autre côté du Pacifique, "la Chine reconnaît que face à la force de frappe financière de la Silicon Valley et à tous les ingénieurs qui s'y trouvent, elle aura du mal à se battre sur le terrain des modèles d'IA les plus puissants, même si les chatbots chinois sont de plus en plus perfectionnés. En revanche, elle peut profiter de sa très puissante industrie manufacturière pour obtenir un avantage dans les applications concrètes de l'IA, comme les robots", affirme Guangyu Qiao-Franco.

L'accent mis sur le robot permet aussi aux autorités d'entrevoir des solutions à deux défis économiques : un manque de main-d'œuvre dans certains secteurs car il y a de moins en moins de Chinois qui veulent devenir des ouvriers, et le défi démographique pour l'économie lié au vieillissement de la population. Pékin espère que les robots pourront prendre le relais pour améliorer la productivité quand la population active ne sera plus suffisante pour garantir les objectifs de croissance du gouvernement.

Éviter la dépendance aux robots chinois

Mais pour que le pari chinois des robots soit gagnant, il doit aussi être rentable. Il faut donc en vendre... et l'interdiction américaine d'en importer prive les groupes chinois du plus important marché pour leur produit, soulignent les experts interrogés par France 24.

La mesure américaine "vise aussi à s'assurer qu'à plus long terme les entreprises et les consommateurs utilisent des technologies et robots américains", estime Guangyu Qiao-Franco.

Le scénario catastrophe pour Washington serait que les États-Unis deviennent dépendants des robots chinois dans une économie de plus en plus accro aux machines dopées à l'IA perfectionnée.

Reste à savoir si les États-Unis ont les moyens de rattraper leur retard dans ce domaine précis. "C'est la grande question et cela ne va certainement pas être facile vu à quel point l'écosystème manufacturier en Chine est déjà en place pour produire ces robots en grand nombre", reconnaît Guangyu Qiao-Franco.

"La Chine est aussi très forte pour casser les prix. La meilleure chance des Américains serait de travailler main dans la main avec d'autres partenaires notamment européens pour offrir des alternatives", estime Valentin Weber. La coopération internationale ? Ce n'est pas forcément le point fort de Donald Trump.

France

308 interpellations en lien avec les incendies, 33 placées en garde à vue

La France vit un été brûlant. Et les feux ne cessent de décimer les forêts et les terrains. Si neuf incendies sur dix sont d'origine humaine, plus inquiétant, les deux tiers seraient volontaires, selon le ministre de l'Intérieur. De Fontainebleau à l'Allier, la Haute-Loire ou le Puy-de-Dôme, les profils sont multiples.

Cet été hors norme n'explose pas seulement les compteurs côté températures. La surface noircie par les nombreux feux à travers le pays ne cesse de gonfler de jour en jour. Et dans le même temps, dans les tribunaux de France, un étrange ballet de mis en cause revient chaque semaine.

33 personnes en détention

Demier décompte : 308 interpellations, selon Beauvau, ont été effectuées depuis le début de la saison des feux dans des enquêtes sur des départs d'incendies. Parmi eux, les deux tiers pourraient être volontaires et la moitié concernerait des mineurs. Neuf départs de feu sur dix sont d'origine humaine. Le reste ? Il est imputable, la plupart du temps, à la foudre.

À la fin juillet, 33 personnes se trouvaient en détention pour avoir provoqué un ou des incendies, traduisant la volonté des magistrats d'être intransigeants alors que des mégafeux ont ravagé la Gironde et le Var et que la forêt de Fontainebleau a été en partie décimée.

Si le parquet de Fontainebleau a décidé la mise en examen de deux ouvriers impliqués involontairement dans le déclenchement du premier incendie dans le massif, une information judiciaire a par ailleurs été ouverte pour d'autres départs de feu, qui pourraient être intentionnels.

Pompier pyromane ?

Dans le viseur, un pompier-volontaire de 18 ans et un autre jeune majeur. Tous deux ont été mis en examen puis placés en détention provisoire. Avant de se rétracter, le premier avait reconnu devant les gendarmes avoir « mis le feu à des brindilles avec un briquet et de l'essence. Si l'exemple de Fontainebleau ravive cette antienne du pompier pyromane, de retour chaque été lorsque les braises crépitent dans les massifs forestiers, ces cas restent isolés.

« Il y en a eu, c'est quelque chose qui choque l'opinion donc on retient ces profils-là. En plus, beaucoup de pyromanes vont prolonger cette satisfaction en participant ensuite aux secours, analyse le psychiatre et expert auprès de la Cour de cassation Laurent Layet. Dans l'inconscient collectif, il y a cette idée que parce qu'il est près du feu, il est pyromane. J'en ai eu à examiner, mais ce n'est pas une règle. »

S'ils sont très marginaux, les pompiers auteurs d'incendies appartiennent à la catégorie limitée des pyromanes, soit à peu près 3 à 5 %. Donc dans 95 % des cas les motivations de l'auteur ne se limitent pas à mettre le feu pour le feu. Quand il ne le provoque pas par accident, il agit généralement par vengeance, pour se divertir ou régler ses comptes.

Étudiant, sans-abri...

Selon Julie Palix, docteure en psychologie au Centre hospitalier universitaire vaudois de Lausanne en Suisse, ce sont des personnes qui passent à l'acte « pour contrer l'ennui » et « détruire pour détruire ». Et les profils des personnes interpellées, principalement des hommes, sont variés.

On retrouve des jeunes, des plus âgées, un brancardier, un étudiant, un père de famille, un déséquilibré, un récidiviste, un sans-abri. Le 23 juillet, dans les Pyrénées-Orientales, un homme sans domicile fixe âgé de 41 ans a été placé en détention provisoire, soupçonné d'avoir volontairement déclenché un incendie à Calce début juillet.

Un sans-abri condamné dans le Puy-de-Dôme

Même chose dans le Puy-de-Dôme, où un sans-abri de 27 ans a été jugé en comparution immédiate pour avoir déclenché un incendie qui a ravagé plus de 10 hectares de forêt à Gignat, le 21 juillet. Six jours plus tard, devant le tribunal de Clermont-Ferrand, il tentait d'expliquer son geste : « Je me suis allumé une cigarette sur un chemin et j'ai voulu mettre le feu à une touffe d'herbe, sur un coup de tête. Je pensais avoir éteint les flammes et j'ai poursuivi mon chemin ». Il a été condamné à six mois de prison ferme et 18 mois avec sursis.

Une femme incarcérée en Haute-Loire

Plus tôt dans l'été, le 10 juillet, une femme d'une cinquantaine d'années a été placée en détention provisoire en Haute-Loire. Alertés par des voisins qui l'auraient vue le briquet à la main, les gendarmes ont fini par l'interpeller. Ils la soupçonnent d'avoir volontairement mis le feu à un champ. Elle sera jugée le 3 septembre. D'ici là, une expertise psychiatrique devra être réalisée.

L'Allier n'en finit pas de compter les hectares partir en fumée. Près de 900 déjà, avant même le début d'août. Un record. Et 400 départs de feu. Selon le préfet du département, une quarantaine d'infractions ont été relevées. Deux incendies sont d'origine criminelle et une trentaine délictuelle.

Cette semaine, deux hommes ont été condamnés à Moulins après avoir provoqué accidentellement un feu qui a détruit près de 80 hectares et des habitations le 24 juillet, en tractant une caravane qui roulait sur ses jantes. Alcoolisé au moment des faits, le conducteur affiche un casier long de 17 mentions. La dix-huitième l'a envoyé en détention pour 18 mois.

Jusqu'à 10 ans de prison

Une personne ayant déclenché par accident un incendie risque jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. La peine peut grimper à cinq ans en cas de blessures et sept en cas de décès.

En revanche, lorsque le feu est volontaire, l'auteur encourt trois ans de prison et 45.000 euros d'amende. Si le sinistre s'avère mortel, la peine peut s'élever jusqu'à 10 ans de prison et 150.000 euros d'amende.

67 migrants sont morts en tentant de rejoindre le Ceuta

Face aux prises de position de l'Italie, de la Finlande ou encore du Danemark, Pedro Sánchez hausse le ton. Le Premier ministre espagnol a dénoncé, ce samedi 1er août, l'attitude « égoïste » de certains pays de l'Union européenne dans le contexte de la crise migratoire que vit l'enclave espagnole de Ceuta, en Afrique du Nord.

« Une telle attitude - motivée par les préjugés, les fausses informations, l'ignorance ou des intérêts politiques - est non seulement contraire au droit européen, au droit humanitaire et aux principes de solidarité qui nous unissent, mais elle va également à l'encontre des intérêts à long terme de l'Europe », a-t-il écrit dans une lettre offensive adressée aux chefs des institutions européennes et consultée par l'AFP.

Le dirigeant socialiste, dont le gouvernement défend une approche ouverte en matière migratoire, à contre-courant de nombreux autres pays européens, réclame aussi une réunion en visioconférence des ministres de l'Intérieur des 27.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 14th January 2027 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Bar situate at The New Supreme Court Building, Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the SALE BY LEVY of "Lot No 66 (Opaline 23) being a residential Three Bedroom Apartment type unit, of an internal area of 133m² approximately, in a residential estate known as "Azuri (IRS) Resort" submitted to a co-ownership agreement and built on a plot of land of TEN HECTARES ONE THOUSAND ONE HUNDRED AND SEVENTY TWO SQUARE METRES (10ha1,172m²) situated in the district of Riviere du Rempart, place called "Haute Rive" (PIN 1312100243), bounded according to a registered land survey report of Mr Kadafi Koherattee. The AZURI (IRS) Resort of which the residence presently sold forms part, is regulated by co-ownership rules and a descriptive state of division as per a deed received from Me Edouard Gregory Hart De Keating, Notary on the twenty second day of October two thousand and twelve (22/10/2012) duly registered and transcribed in TV 8714/15. With the exclusive use of an underground parking bay as per plans attached to the unit. It being agreed that the owner of unit Opaline 23 shall confer enjoyment of half of the parking bay shown on plans to the owner of Unit 11 (Coralis 11). Together with a share of common areas attached to the said lot, namely FOUR HUNDRED AND SEVENTY SIX/ONE HUNDRED THOUSANDTHS [476/100,000]. The whole more fully described and transcribed in an authentic deed drawn up by Me Edouard Gregory Hart De Keating, Notary Public, duly registered on 24/12/2013 and transcribed in Vol TV 9125/36, whereby the abovenamed Defendant did purchase the said property from Haute Rive IRS Company Ltd for the sum of Rs17,652,000/-. Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation, and in the Cahier des Charges filed in the matter. The said sale is prosecuted at the request of SALLY GAYE ADAIR (born BECKETT) against Mr MURRAY EDWARD ADAIR of 23, Opaline, Azuri Village, Riviere du Rempart. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon he said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis this 3rd day of August 2026
(sd) A.O JANKEE (S.A.)
Of 7th Floor, Newton Tower
Sir William Newton Street, Port Louis
ATTORNEY IN CHARGE FOR THE SALE

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Mr. Grishnaye MEETHOOR electing his legal domicile in the office of Me. Rushika KUN-
NIAH, Attorney at Law of Suite 505, 4th floor, Chancery House, Lislet Geoffroy St, Port Louis, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change his surname MEETHOOR into that of DEWKURUN, so that in the future he shall bear the name and surname of Grishnaye DEWKURUN.
Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.
Dated this 30th day of July 2026.
Mr. Grishnaye MEETHOOR
Applicant

Dès jeudi, l'Italie avait annoncé vouloir suspendre l'Espagne de l'espace Schengen, une mesure pour laquelle Rome avait ensuite obtenu le soutien de la Finlande et du Danemark. Dans la foulée, Madrid s'était insurgée de cette proposition « démagogique ». Et qui, rappelons-le, n'est pas applicable.

Au moins 67 migrants sont morts dans la crise
L'Italie a dans le même temps rétabli, depuis samedi, des contrôles aux frontières aériennes et maritimes avec l'Espagne (uniquement pour les ressortissants extracommunautaires en provenance d'Espagne), et la France a multiplié par cinq le nombre de policiers et gendarmes en renfort à la frontière franco-espagnole, en pleines vacances estivales.

Dans ce contexte tendu, le chef du gouvernement espagnol avait déjà appelé vendredi les autres pays de l'UE à « ne pas se diviser ».

Dans un point presse depuis Ceuta, ce samedi 1er août, le ministre espagnol de l'Intérieur a par ailleurs assuré que la situation était « quasiment » revenue à la normale dans l'enclave. « Presque » tous les migrants arrivés ces derniers jours sont rentrés au Maroc, a affirmé Fernando Grande-Marlaska dans la matinée.

« La crise ne peut évidemment pas être considérée comme terminée (...) mais nous disons que l'évolution est très importante », a souligné le ministre espagnol de l'Intérieur.

Mais le bilan de cette crise migratoire reste lourd. Au moins 67 personnes sont mortes en essayant d'entrer dans l'enclave espagnole dans le nord du Maroc, selon les derniers chiffres du gouvernement espagnol. Fernando Grande-Marlaska a évoqué des « événements tristes, dramatiques ».

Espagne

48,000 des 60,000 migrants qui ont envahi l'Espagne sont rentrés au Maroc

Quelque 60 000 migrants ont traversé la frontière entre le Maroc et Ceuta par voie maritime et terrestre ces derniers jours, et plus de 48 000 sont déjà retournés au royaume chérifien, a annoncé vendredi le ministère de l'Intérieur espagnol. Au total, 18 personnes sont mortes en tentant de rejoindre l'enclave espagnole.

Quelque 60 000 migrants ont rejoint l'enclave espagnole de Ceuta depuis le Maroc en quelques jours, dont près de 50 000 au cours des 24 dernières heures, a déclaré vendredi 31 juillet le ministère espagnol de l'Intérieur. Dix-huit personnes sont mortes depuis jeudi parmi les personnes ayant tenté de rallier l'enclave espagnole.

Plus tard, le même ministère a précisé que plus de 48 000 migrants sont retournés au Maroc depuis l'enclave espagnole. "Départs depuis Ceuta vers le Maroc au 31 juillet, jusqu'à 18 h (16 h GMT) : plus de 48 300", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un message envoyé à l'AFP.

Des "milliers" de migrants ont traversé la frontière dans la seule nuit de jeudi à vendredi, avait indiqué plus tôt une source policière à l'AFP, assurant qu'il était impossible de les compter.

Face à cet afflux massif, l'Espagne a envoyé des renforts policiers et militaires, dont des plongeurs. Le président du gouvernement, Pedro Sanchez, est attendu dans la journée sur place, accompagné du ministre de l'Intérieur Fernando Grande-Marlaska, pour rencontrer les forces de sécurité et les autorités locales.

Le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nunez, a indiqué qu'il allait de nouveau s'entretenir à ce propos avec son homologue espagnol, vendredi.

"Je me suis entretenu hier avec mon homologue espagnol, on doit se parler aujourd'hui", a réagi le ministre de

Russie

Au moins trois morts dans une explosion dans un restaurant à Moscou

La Russie visée par une attaque terroriste. Une explosion dans un restaurant de la place Koudrine à Moscou a fait, samedi 1er août, au moins trois morts et 21 blessés. Les autorités ont déclaré qu'une femme inconnue transportait un "engin artisanal".

"Un engin explosif artisanal a explosé dans un restaurant de la place Koudrinskaïa, causant la mort de trois personnes", a indiqué le Comité antiterroriste, cité par les agences de presse russes.

Selon cette structure, les trois victimes sont un client, cette femme et un agent de sécurité qui lui avait refusé l'entrée dans l'établissement.

"Des enquêteurs et des techniciens de la police scientifique (...) sont à pied d'œuvre sur place. Une expertise de la scène de l'incident est actuellement en cours", avait de son côté indiqué la police de la capitale.

Des chaînes Telegram russes ont diffusé des vidéos montrant de nombreux camions de pompiers et des ambulances sur les lieux.

La Russie régulièrement visée

La Russie a été la cible de nombreux actes terroristes par le passé, y compris à Moscou.

Depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022, les services secrets ukrainiens ont revendiqué ou ont été accusés de plusieurs assassinats ou tentatives d'assassinats d'officiers militaires russes et de personnalités publiques soutenant le conflit.

Plusieurs généraux russes et responsables locaux installés par Moscou dans les territoires ukrainiens occupés ont été tués ou blessés dans des attentats à la bombe ces dernières années.

En août 2022, Daria Douguina, fille de l'idéologue ultranationaliste Alexandre Douguine, avait succombé dans l'explosion d'une voiture. En avril 2023, un blogueur militaire russe, Maxime Fomine, avait trouvé la mort dans celle d'une statuette piégée qui lui avait été offerte sur scène dans un café de Saint-Petersbourg.

l'Intérieur sur RTL.

Sur X, Laurent Nunez a annoncé l'activation de la "Force Frontière d'intervention rapide pour des contrôles en profondeur".

Le ministre a précisé sur le réseau social avoir "dès hier soir (jeudi soir) donné des instructions pour renforcer sans attendre les contrôles à la frontière espagnole".

"Nous avons un contrôle à la frontière franco-espagnole, il existe, d'ailleurs il a été renforcé ces derniers mois", a rappelé le ministre à l'antenne.

"Nous avons une force mobile présente en permanence. On prendra évidemment des mesures s'il y a des mouvements vers le territoire national. En tout cas, on renforcera évidemment le contrôle à la frontière", a-t-il poursuivi.

La présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, a dit jeudi soir envisager de suspendre les accords Schengen de libre circulation avec l'Espagne. Une proposition que la Finlande soutient.

Ceuta et Melilla, une autre enclave espagnole située quelque 400 kilomètres plus à l'est, constituent les seules frontières terrestres de l'Union européenne (UE) sur le continent africain. Ces deux villes autonomes connaissent périodiquement des vagues de tentatives de passage de migrants cherchant à entrer en Europe.

Le ministre espagnol de la Politique territoriale, Angel Víctor Torres, a estimé vendredi que les arrivées massives observées la veille avaient été provoquées par une combinaison de facteurs, notamment une décision rendue récemment par la Cour suprême espagnole, laquelle a jugé que les migrants interceptés en mer alors qu'ils tentaient de rejoindre Ceuta ou Melilla ne pouvaient pas être renvoyés immédiatement en vertu d'un régime spécial applicable dans ces enclaves.

Coupe du monde

Infantino renonce son projet de privatisation

La FIFA a dévoilé mardi un projet de création d'une société qui serait chargée de gérer ses activités commerciales, d'organiser la Coupe du monde et ses autres tournois et d'accroître "le financement alloué au développement du football", le tout grâce à l'arrivée d'investisseurs extérieurs, confirmant ainsi des informations du Times parues plus tôt dans la journée. Un projet qui provoque un tollé au niveau mondial et rejeté par l'UEFA et l'Union européenne, notamment.

L'Union belge prend acte de l'abandon du projet
L'Union belge de football (URBSFA) a pris acte, samedi, de l'abandon par la FIFA de son projet d'ouverture aux investisseurs privés. Un bref communiqué a été diffusé en ce sens. La présidente du Conseil d'administration de l'URBSFA Pascale Van Damme, qui siège au Conseil de la FIFA, a expliqué que la fédération belge demeurerait "pleinement engagée en faveur d'un modèle de football international fort, indépendant et durable".

Comme elle l'avait déjà établi dans un communiqué jeudi, lorsqu'elle se joignait à la confédération européenne (UEFA) dans son rejet du projet, l'URBSFA a confirmé samedi estimer que "toute décision ayant un impact fondamental sur l'avenir du football international doit être prise dans le cadre d'un processus décisionnel transparent, rigoureux et inclusif, dans le respect des structures de gouvernance existantes et en étroite concertation avec les associations membres, les confédérations et l'ensemble des parties prenantes du football".

Pascale Van Damme a répété que l'Union belge continuerait "à contribuer de manière constructive et responsable à la réflexion sur le développement futur du football mondial, dans l'intérêt des fédérations, des clubs, des joueurs et des supporters".

La Confédération asiatique salue le retrait du projet et appelle à la "transparence"

La Confédération asiatique de football s'est félicitée samedi du retrait du projet d'ouverture de la Fifa à des investisseurs privés, présenté à la surprise générale en début de semaine, appelant à faire preuve de "trans-

parence" pour tout autre futur plan d'ampleur.

"Le futur du football mondial doit toujours être organisé autour des consultations appropriées, du dialogue collectif et du respect pour les structures de gouvernances de notre sport", a écrit le président de l'AFC, Shaikh Salman, quelques heures après que le patron de la Fifa, Gianni Infantino, a annoncé l'abandon de ce projet très décrié.

Infantino annonce le retrait du projet d'investissements privés

Cerné par les critiques, le patron de la Fifa Gianni Infantino a renoncé samedi au projet d'ouverture de l'association à des investisseurs privés, qui faisait craindre une marchandisation du football sur fond de soupçons de conflit d'intérêt.

"Après avoir écouté attentivement tous les points de vue, il est devenu clair que le projet a créé des divisions (...) qui ne sont plus dans l'intérêt de l'objectif initial", a reconnu dans un communiqué Gianni Infantino, par ailleurs fragilisé après la toute récente démission de son conseiller principal, Carlos Cordeiro.

"Notre but a toujours été, et sera toujours, d'unir et de progresser. La proposition ne sera donc pas retenue", a annoncé le dirigeant.

Présenté mardi à la surprise générale, le plan de la Fifa, qui visait à porter à dix milliards de dollars le financement du développement du football dans les quatre prochaines années, était vivement critiqué sur le fond comme sur la forme. Gianni Infantino entendait créer une société - la Fifa Forward Enterprise (FFE) - ouverte aux investisseurs privés qui aurait été chargée de gérer les activités commerciales et événementielles de l'instance du football mondial.

Trump dément avoir parlé avec Infantino de la privatisation de la FIFA

Le président américain Donald Trump a déclaré ne pas avoir discuté avec le président de la Fifa, Gianni Infantino, des projets de l'instance mondiale du football concernant l'entrée d'investisseurs privés. Il a répondu à la question d'un journaliste lors d'une réunion de son cabinet à Camp David. Donald Trump n'a pas fourni



davantage de précisions.

Selon le journal britannique The Times, l'investisseur dans le secteur technologique Joshua Kushner — dont le frère Jared est marié à Ivanka Trump, la fille du président — serait en pourparlers pour piloter l'investissement via son fonds, Thrive Eternal. Un porte-parole de la FIFA a confirmé que Thrive devrait diriger le groupe d'investisseurs envisagé. Il a précisé que la FIFA collaborait avec la banque d'affaires JPMorgan sur ce dossier. Carlos Cordeiro, principal conseiller du président de la Fifa Gianni Infantino, a annoncé sa démission après la proposition controversée visant à céder une partie des droits liés à la Coupe du monde. Dans un communiqué publié sur X, l'Américain de 70 ans affirme ne pas vouloir être associé à ce projet, qu'il qualifie de "mauvais accord pour les pays membres de la FIFA et un mauvais accord pour le football".

"En tant que conseiller principal du président de la FIFA, ancien banquier et immense passionné de football, je ne peux pas rester les bras croisés pendant que la FIFA envisage de vendre une partie de la Coupe du monde", écrit-il.

Une amende de 10 millions de livres infligée à Chelsea pour violation des règles de la FA

Chelsea a été condamné à une amende de 10 M£ et à une interdiction avec sursis d'enregistrer des joueurs pendant deux périodes de transfert pour avoir enfreint les règles relatives aux paiements aux agents. La nouvelle direction du club, menée par Todd Boehly et Clearlake Capital, s'est auto-dénoncée pour 74 infractions aux règles de la FA, parmi lesquelles 47 M£ de paiements non divulgués à des agents non enregistrés entre 2011 et 2018. La FA a confirmé qu'un retrait de six points avec sursis a désormais été annulé en appel, l'intégralité de la sanction financière devant être réaffectée par l'instance dirigeante au soutien du football amateur. Concernant la sanction financière infligée, la FA a déclaré que cette décision représentait « une sanction appropriée ». Cette mesure ferme a été prise par l'instance dirigeante du football anglais dans le but de « dissuader tout comportement similaire et de préserver l'intégrité du jeu ».

Par ailleurs, la commission de régulation indépendante a souligné spécifiquement l'auto-signalisation effectuée par la nouvelle direction de Chelsea, en déclarant : « Si le club n'avait pas porté ces questions à l'attention de la FA, il est peu probable qu'elles auraient été découvertes ».

Le club a ensuite réagi à la conclusion de l'enquête par le biais d'un communiqué officiel : « Maintenant que la procédure de la FA est terminée, toutes les procédures régle-

mentaires visant le club sont closes.

La direction de Chelsea a conclu son communiqué en exprimant sa gratitude pour le dialogue constructif entretenu tout au long de la procédure : « Nous remercions l'UEFA, la Premier League et la FA pour leurs échanges avec le club tout au long de ces procédures. »

L'héritage de l'ère Abramovich

Toute cette série d'infractions remonte à l'ère Abramovich, qui a été sanctionné par le gouvernement britannique en mars 2022 en raison de liens présumés avec le président russe Vladimir Poutine. Les 2,5 milliards de livres sterling issus de la vente de Chelsea restent gelés sur un compte bancaire au Royaume-Uni en raison de différends persistants concernant la répartition des fonds d'aide humanitaire. Cette affaire judiciaire portant sur des infractions liées aux paiements d'agents marque le dernier chapitre des diverses enquêtes réglementaires qui ont assombri l'héritage de l'homme d'affaires russe à Stamford Bridge.

Cette décision apporte une sécurité juridique très attendue à la direction de Chelsea, qui peut ainsi se concentrer sur la stabilité de l'effectif sous la propriété de Boehly, sans la menace d'un retrait de points. Sous la direction de Xabi Alonso, Chelsea lancera sa campagne de Premier League 2026-2027 par un déplacement sur la pelouse de Fulham le 24 août.

La FIFA va prendre des mesures disciplinaires contre l'Argentine

Vers des sanctions pour l'équipe de foot d'Argentine ? La Fifa a annoncé ce mercredi 29 juillet l'ouverture d'une procédure disciplinaire visant la Fédération argentine (Afa) au cœur de plusieurs polémiques durant le Mondial, ainsi que trois joueurs de l'Albiceleste, dont Leandro Paredes, pour les incidents qui ont éclaté après la finale perdue contre l'Espagne.

L'enquête à l'encontre de l'Afa porte sur quatre potentielles infractions au code disciplinaire de la Fifa : utilisation d'un événement sportif comme plateforme pour des manifestations de nature non sportive, comportement inapproprié d'une équipe, discrimination et incident à caractère raciste, et ordre et sécurité lors des matches.

Le communiqué évoque « des chants et gestes discriminatoires », des coups d'envoi retardés, « l'affichage de messages inappropriés par l'équipe et les spectateurs », ainsi que le lancer d'objets par des fans lors de plusieurs rencontres, sans autres précisions.

« Les Malouines sont argentines »

L'Argentine a suscité de nombreuses réactions au sujet de l'attitude de ses joueurs et de ses supporters durant le Mondial où elle défendait sa couronne de 2022.

La Fifa avait déjà annoncé qu'elle se penchait sur l'affaire du déploiement sur le terrain par des joueurs argentins d'une banderole proclamant que « les Malouines sont argentines »

après la demi-finale remportée contre l'Angleterre.

Archipel britannique situé à 600 km des côtes argentines, les Malouines, appelées Falkland en anglais, demeurent un sujet sensible dans les relations entre Londres et Buenos Aires, qui continuent de se disputer leur souveraineté.

Leandro Paredes visé par trois chefs d'accusation

Dans un second dossier, la commission de discipline a ouvert une procédure au sujet des joueurs argentins Leandro Paredes, Nahuel Molina et Thiago Almada et de l'entraîneur adjoint Roberto Ayala, de même que pour le joueur espagnol Gavi, pour les violences survenues après la finale gagnée par l'Espagne. Plusieurs joueurs et membres du staff technique de l'Argentine s'en sont pris à leurs homologues espagnols au coup de sifflet final. L'ancien milieu du Paris SG Paredes a notamment projeté au sol Eric Garcia, qu'il a aussi saisi à la gorge, puis Gavi. Il fait l'objet de trois chefs d'accusation, soit le total le plus élevé parmi les joueurs concernés.

Le sélectionneur espagnol Luis De la Fuente avait dénoncé le comportement « inadmissible » des Argentins. « Les personnes mises en cause ont désormais la possibilité de faire connaître leur position. La commission de discipline rendra ensuite sa décision en temps voulu », a rappelé la Fifa.

Tottenham s'intéresse à Hugo Camberos

Créer des chances et marquer des buts ont été l'un des grands enjeux pour Tottenham Hotspur la saison dernière. En l'absence de James Maddison et Dejan Kulusevski en raison de blessures, l'équipe a lutté pour l'invention et la vision pour débloquent les adversaires du milieu du terrain.

Les Lilywhites manquaient également d'une véritable menace provenant de vastes zones en dehors de Mohammed Kudus. Une fois que Kudus a subi une blessure de quad en janvier et est resté à l'écart pour le reste de la campagne, l'équipe semblait souvent dépourvue de toute créativité et ruse pour menacer les adversaires de vastes zones. Wilson Odobert et Xavi Simons ont plus tard subi des blessures à l'ACL, Randal Kolo Muani était inefficace et Mathys Tel soufflait du chaud et du froid.

Selon le média mexicain TUDN, Tottenham et Arsenal suivent le développement de Hugo Camberos à Guadalajara. Le duo North London a envoyé ses officiels pour observer l'adolescent, qui est actuellement avec les U20 mexicains au Championnat U20 de la Concacaf en cours.

Le Mexique mène le tableau du groupe avec neuf points après trois matchs, et Hugo Camberos a été leur meilleur performeur. Il a inscrit trois buts et une mention d'aide, impressionnant par sa franchise, son énergie, son flair et sa capacité de marquer des buts. Les performances du petit ailier lors du championnat U20 de la Concacaf ont attiré l'attention de plusieurs clubs, dont les Spurs et l'Arsenal.

Mathias Jaissle serait le prochain entraîneur de Newcastle

L'ascension de Matthias Jaissle, d'une blessure mettant fin à sa carrière à 25 ans jusqu'à la porte du poste d'entraîneur de Newcastle, a été l'un des apprentissages les plus rapides, fondé sur une éducation footballistique de Red Bull et une réputation en tant qu'un des esprits tactiques les plus aiguisés du jeu.

Né à Nürtingen, en Allemagne, Jaissle a grandi dans l'académie de Stuttgart, où il a été entraîné par un jeune Thomas Tuchel, avec qui il est resté de proches amis.

Sa carrière de joueur à Hoffenheim a été interrompue par une blessure au ligament croisé antérieur qui a forcé sa retraite à 25 ans, mais c'est là que Ralf Rangnick a d'abord identifié son potentiel d'entraîneur, l'intégrant dans le dispositif des jeunes de RB Leipzig. De là, Jaissle a suivi Alexander Zorniger à Brøndby en tant qu'entraîneur adjoint avant que Rangnick ne le ramène dans le giron de Red Bull à Salzbourg, d'abord avec les moins de 18 ans, puis à Liefering, avant qu'il ne soit confié à l'équipe première de Salzbourg à seulement 33 ans.

Il a immédiatement réussi, remportant des titres consécutifs en Bundesliga autrichienne et une Coupe d'Autriche, et menant Salzbourg en phase à élimination directe de la Ligue des champions pour la première fois de l'histoire du club. Jaissle a décrit son identité d'entraîneur comme étant directement façonnée par ce parcours.

"En raison de mon passé à la fois à Salzbourg et à Leipzig, j'ai cette identité dans mon sang de mettre la pression sur l'adversaire le plus haut possible sur le terrain. Je veux que mes équipes jouent de manière vraiment intense et agressive," a-t-il déclaré GiveMeSport.

Sur la flexibilité tactique, il a dit : "Il ne s'agit pas de copier, exactement, mais de voir des choses intéressantes, de créer vos propres pensées à ce sujet, et ensuite, si cela correspond, vous pouvez l'intégrer dans votre façon de jouer."

Salzbourg l'a licencié en 2023 après qu'il ait poussé à partir pour Al-Ahli, le directeur général du club, Stephen Rider, déclarant à l'époque : "Nous croyons qu'un entraîneur qui est si intensément préoccupé par un possible changement de club juste deux jours avant le début d'une saison importante ne devrait pas être là pour cette ouverture non plus

Manchester City finalise l'arrivée du marocain Ayyoub Bouaddi

Auteur d'une Coupe du Monde 2026 remarquée avec les Lions de l'Atlas, Ayyoub Bouaddi continue de susciter l'intérêt de Manchester City, qui aurait considérablement avancé dans ce dossier et espère finaliser son arrivée dans les prochains jours.

Convoité depuis plusieurs semaines par Manchester City, Ayyoub Bouaddi se rapproche de plus en plus des Skyblues. Le club anglais est désormais optimiste quant à la conclusion d'un accord avec le milieu marocain, dont l'avenir pourrait se décider avant la fin du mercato estival.

Selon le journaliste Fabrizio Romano, via son compte officiel sur X : «Manchester City est confiant de conclure l'accord pour Ayyoub Bouaddi dans les prochains jours. Les négociations s'accroissent, comme rapporté lundi, et le MCFC est de plus en plus optimiste»

Le spécialiste des transferts précise toutefois que le timing de son arrivée reste à définir : «Bouaddi pourrait rejoindre le club dès cet été ou en 2027. Cela pourrait également dépendre des départs, notamment de la situation de Rodri».

La progression du Lion de l'Atlas ne cesse d'impressionner. Lors du Mondial 2026, le milieu de terrain a été titularisé à cinq reprises en six rencontres, dont le quart de finale face à la France (défaite 2-0).

Pour rappel, Ayyoub Bouaddi a effectué ses débuts professionnels avec le LOSC en Ligue Europa Conférence en 2023. À seulement 16 ans et trois jours, il était devenu le plus jeune joueur de l'histoire à disputer une rencontre dans cette compétition.



Sous contrat avec son club formateur jusqu'au 30 juin 2029, le jeune international marocain pourrait désormais être au cœur de l'un des plus importants transferts de l'histoire du football marocain.

La valeur marchande du milieu de terrain lillois a bondi de 30 millions d'euros après une Coupe du Monde 2026 particulièrement réussie. Elle atteint désormais 80 millions d'euros, selon les estimations de Transfermarkt. Ce qui le place en tête du classement des jeunes footballeurs âgés de 18 ans ou moins les plus chers du monde.

Depuis son retour à Lille, son avenir attire les convoitises des grands clubs européens. En plus de City, il est suivi par le Real Madrid et Arsenal. Selon The Guardian, le club de Manchester serait même prêt à déboursier 100 millions d'euros pour s'attacher les services du prodige marocain.

Fulham trouve un accord de principe avec Gonzalo Garcia de Real Madrid

Fulham a mené avec succès un impressionnant double coup en recrutant les jeunes talents du Real Madrid Gonzalo Garcia et Cesar Palacios dans une opération d'un montant total de 50 millions d'euros. Ce transfert voit deux des plus grands espoirs de La Fabrica prendre la direction de l'ouest de Londres pour retrouver l'ancien entraîneur des jeunes du Real Madrid, Alvaro Arbeloa, qui a fait du duo une priorité pour son nouveau projet en Premier League.

Arbeloa pioche à La Fabrica pour un duo à 50 M€ Le transfert de Garcia constitue l'opération phare, Fulham ayant accepté de payer 40 M€ pour 70 % des droits du joueur. Cette structure permet au Real Madrid de conserver une part sur l'avenir de l'attaquant, une pratique courante chez le géant espagnol lorsqu'il cède ses meilleurs produits du centre de formation.

En plus de Garcia, Fulham se rapproche de Palacios, un autre jeune talent très coté. Le club de Premier League paiera entre 8 M€ et 10 M€ pour 70 % de ses droits. Selon Marca, l'accord pour Gonzalo est considéré comme bouclé, tandis que les derniers détails pour Palacios devraient être finalisés dans les prochaines heures.

Pourquoi Garcia quitte le Bernabéu

Malgré une prestation convaincante et un but inscrits lors d'un match amical de pré-saison contre Leganes, Garcia a vu sa route vers l'équipe première barrée par une concurrence de très haut niveau. L'arrivée potentielle de Yan Diomande, combinée au retour d'Endrick après son prêt à Lyon, laissait peu de place à l'attaquant de 22 ans pour obtenir un temps de jeu régulier.

Garcia souhaitait déjà quitter son club formateur cet été, à la recherche d'un projet qui lui garantisse un



rôle de premier plan. Auteur de 30 buts en 73 apparitions avec le Real Madrid Castilla, il a largement prouvé ses qualités de finisseur. La présence d'Arbeloa à Fulham s'est révélée décisive, l'entraîneur étant déterminé à construire une équipe autour d'un joueur qu'il connaît intimement depuis leur passage ensemble dans la capitale espagnole.

Palacios rejoint la révolution londonienne

Palacios arrive également à Londres avec une réputation grandissante après une campagne remarquable en troisième division espagnole. Le milieu de terrain avait déjà décidé qu'il était temps de quitter le Castilla pour se tester à un niveau supérieur. Alors qu'il avait reçu plusieurs offres venues de toute l'Europe, la possibilité de retravailler sous les ordres d'Arbeloa en Premier League était une opportunité trop belle pour être refusée.

Les statistiques confirment l'enthousiasme entourant l'arrivée de Palacios. Il a terminé la saison dernière en tant que deuxième meilleur buteur du groupe 1 de Primera RFEF, avec 16 buts inscrits et cinq passes décisives délivrées. Cette efficacité devant le but depuis le milieu de terrain fait de lui un atout unique dans le système d'Arbeloa.